



VIVE LA RÉVOLTE DES JEUNES, DES FEMMES DES TRAVAILLEURS ET DES CHÔMEURS EN ALGÉRIE !

BULLETIN AUTO NPA LORRAINE NORD

07 MARS 2019

Malgré les marées humaines qui déferlent depuis deux semaines dans toute l'Algérie, contre la candidature d'Abdelaziz Bouteflika pour un cinquième mandat à la présidence de l'Algérie, celle-ci a été maintenue. Les porte-paroles du président algérien, lui-même n'étant plus en état de parler, ont annoncé qu'il promettait de ne pas terminer son mandat et d'organiser prochainement une nouvelle présidentielle où il ne se présenterait pas !

LE CANDIDAT FANTÔME D'UN CLAN MAFIEUX

Ce dérisoire recul de Bouteflika et de son clan ne s'adresse qu'à leur monde : celui des concurrents pour le pouvoir, celui de ceux qui rêvent de lui succéder : généraux de l'armée, qui constitue l'ossature du pouvoir en Algérie, ou représentants directs de cette poignée de grands patrons algériens riches qui ont bâti leurs fortunes à l'ombre de l'Etat. Un monde périodiquement secoué par les révélations sur sa corruption : suite interminable de scandales et règlements de comptes entre cliques politiques et affairistes.

LE CHANTAGE À L'ORDRE

Face à la contestation, le régime brandit, comme argument ultime, la nécessité de l'ordre que maintiendrait l'armée, sans lequel le pays pourrait sombrer à nouveau dans le chaos des années 1990. Ces dix années de guerre entre l'armée et les groupes islamistes qui avaient suivi la révolte sociale d'octobre 1988 et contribué à l'étouffer, au prix de 150.000 morts. Même le secrétaire général de la confédération syndicale officielle, l'UGTA, y est allé de cette menace, contre les manifestants : « *Vous voulez revenir aux jours de sang et de larmes, et des maisons incendiées ?* ».

Quant à Macron, il s'est fait discret, évitant le moindre soutien aux manifestants et souhaitant uniquement que le pouvoir fort existant en Algérie contre les travailleurs et les jeunes se survive, derrière Bouteflika ou un autre de son acabit. Car pour Macron, le retour à l'ordre, même sous forme de dictature, est la condition de la préservation de bien des intérêts d'investisseurs français dans le pays.

UN PROFOND MÉCONTEMENT SOCIAL

L'explosion sociale d'octobre 1988, qui avait ébranlé le régime, était la conséquence directe des politiques d'austérité imposées à l'Algérie, non seulement par sa couche de dirigeants arrivistes, mais aussi et surtout par les plans de restructuration économique imposés par le FMI (Fonds Monétaire International), au nom des intérêts des grandes puissances et de leurs banques.

Après quelques années où le cours élevé du prix du pétrole avait permis au régime de Bouteflika de desserrer un peu l'étau, on revient au serrage de ceinture. L'effondrement du cours de pétrole provoque à nouveau une crise dont la population pauvre est victime, par le chômage, surtout des jeunes et par l'inflation galopante qui a rogné tous les salaires. Le salaire minimum, équivalent à 130 euros, ne permet pas de vivre.

« SYSTÈME DÉGAGE ! »

Alors, derrière le « *Non au cinquième mandat* », c'est bien plus qu'une contestation politique du régime qui s'exprime : c'est une vraie révolte sociale.

La population algérienne, sa jeunesse en particulier, ne pourra réaliser ses aspirations qu'en remettant en cause le régime, mais aussi le pouvoir des capitalistes qu'il sert. Et c'est bien ce qui inquiète Macron et les classes dirigeantes !

La révolte des travailleurs et de la jeunesse d'Algérie trouve déjà un écho dans la communauté algérienne, comme l'ont montré les manifestations de solidarité en France, et elle pourrait en trouver dans les quartiers populaires, dans le mouvement social, Gilets jaunes et l'ensemble des travailleurs.

C'est un espoir et un encouragement pour tous ceux et celles qui dans le monde, du Venezuela à la France des Gilets jaunes, n'en peuvent plus de la misère et de l'arbitraire.

LES ALGÉRIENS MANIFESTENT CONTRE UN 5^e MANDAT DE BOUTEFLIKA



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook



LES ACTIONNAIRES SE PARTAGENT LE GATEAU, LES SALAIRES LA CERISE !

En 2018, les bénéfices de PSA ont explosé de 40%. Cela devrait largement permettre de répondre aux attentes salariales mais PSA est décidé à ne laisser que des miettes. Pour les nombreux travailleurs qui ne toucheront pas d'augmentation individuelle, la revalorisation salariale ne couvrira même pas l'inflation. C'est-à-dire qu'un groupe qui dégage 3,3 Md€ de profits peut décider consciemment d'empêcher des salariés de vivre dignement pour arroser ses actionnaires. Pour la paix sociale et un énorme coup de communication, PSA versera évidemment une prime qui, bien que plus élevée qu'en 2018, ne sera finalement même pas proportionnelle à l'augmentation des bénéfices. Les intérimaires sont quasiment toutes et tous privé(e)s de revalorisation salariale alors qu'ils-elles ont largement contribué à la création de richesses énormes. Loin d'être dupes, sur les sites de Borny, Sevel-nord, Charleville ou Valenciennes, des centaines de salariés dont des intérimaires ont fait grève pour réclamer de véritables augmentations de salaire. Tout ce fric amassé devrait permettre des embauches massives et des salaires dignes. Ce n'est pas de primes dont nous avons besoin mais d'une redistribution égalitaire des richesses.

LES EFFECTIFS DE PSA ET RENAULT DIVISES PAR DEUX EN 20 ANS !

Avec la fermeture annoncée des sites de St Ouen et de Hérimoncourt PSA veut encore une fois tailler dans les effectifs.

En 2019, avec 1900 départs volontaires prévus et 300 ruptures conventionnelles collectives contre 1400 embauches en CDI, le solde sera une fois de plus négatif.

PSA est sur la trace de Renault qui sous la houlette du tandem Ghosn-Bolloré a fait encore plus fort. Les effectifs de Renault en France sont descendus en dessous de 50000.

Augmenter à tout prix la productivité au mépris des conditions de travail, user et abuser de l'interim, dans l'objectif de servir de juteux dividendes aux actionnaires, voilà leur politique. Et ce alors que les progrès de la technique permettraient une vraie réduction du temps de travail et les embauches correspondantes en CDI.

LE MINISTRE EN FUITE... POUR NE PAS REPENDRE A DES POSTIERS GREVISTES.

La Poste des Hauts-de-Seine (92) vit une grève historique contre la répression antisyndicale, contre les réorganisations et les suppressions d'emplois donc pour la défense du service aux usagers. La direction de La Poste veut supprimer des emplois en prétextant la baisse « du trafic » c'est à dire du nombre de lettres, mais elle oublie que le nombre de recommandés et de petits colis augmentent. Après 11 mois de grève, avec des paies à 0 euros, et alors que la justice a donné raison aux grévistes La Poste refuse de négocier.

C'est pour cela que les facteurs sont allés chercher Bruno Lemaire, le ministre de l'Économie (en charge des activités postales) au Salon de l'agriculture le 28 février pour exiger une médiation. Plutôt que de faire face à ses responsabilités, le ministre a été exfiltré du Salon. Au passage les vigiles ainsi qu'un député ont brutalisé les grévistes. Le message n'est pas surprenant mais il est clair, le ministre est du côté du patronat pour le compte duquel il gouverne. Mais les grévistes ne se laisseront pas faire. Soutenez-les : www.lepotcommun.fr/pot/kgmfkl66

ARCELORMITTAL : BENEFICES EN HAUSSE, EFFECTIFS EN BAISSÉ !

Les bénéfices nets enregistrés par le groupe ont été de 5,1 milliards de dollars pour l'année 2018 ! De quoi partager le gâteau avec les salariés qui ont créé ces richesses ? Pas du tout, bien sûr, pour la multinationale, en bon élève capitaliste qu'elle est ! Les salariés de l'usine de Florange se sont vus proposer une prime de participation annuelle de 80€, tandis que les salariés des sites luxembourgeois vont subir un programme de restructuration visant à réduire les effectifs pour, comme à chaque fois, utiliser le prétexte de la concurrence mondiale et d'un marché en surcapacité (dont le N°1 mondial de l'acier ne serait pas le principal acteur, par hasard ?!...), pour faire payer aux travailleurs des règles du jeu qu'ils n'ont pas choisies !

INEGALITE FEMMES-HOMMES : A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL !

Le gouvernement prétend faire de l'égalité hommes-femmes la grande cause du quinquennat. Mais on sait bien que la politique de Macron vise au contraire à donner la possibilité au patronat de s'attaquer aux salaires de l'ensemble des travailleurs, ceux des femmes comme ceux des hommes.

Se prépare un énième projet pour établir l'égalité hommes-femmes dans les entreprises de plus de 1 000 salariés. Au-delà des déclarations, il est certain qu'aucune mesure ne sera prise pour contraindre les entreprises à augmenter les salaires des travailleuses sous-payées. 36 ans après la loi Roudy, qui promulguait l'égalité, les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes avoisinent les 26 %, voire 34 % selon le calcul ! D'après la CGT, 60 % des entreprises de plus de 50 salariés n'appliquent pas la règle « à travail égal, salaire égal » et ne sont pas sanctionnées.

Quand les femmes luttent pour défendre leurs droits, c'est la société entière qui en bénéficie ! Contre les violences faites aux femmes, contre les inégalités professionnelles, manifestons le 8 mars ! C'est une journée internationale de convergence de toutes les luttes des femmes, d'ici et d'ailleurs !